

DÉLIBÉRATION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION
D'AVIGNON UNIVERSITÉ
N°CA-2025-061

SÉANCE DU 26 JUIN 2025

POINT A.4.5
APPROBATION DE LA SUPPRESSION DE LA PROCÉDURE DE
DÉROGATION AUX PLAFONDS D'HEURES COMPLÉMENTAIRES
RECOMMANDÉS

Le Conseil d'administration, en sa séance du 26 juin 2025, sous la présidence de Georges LINARÈS, Président,

Vu le code de l'éducation,
Vu les statuts d'Avignon Université,
Vu le règlement intérieur du Conseil d'administration d'Avignon Université,
Vu la délibération n°CA-2021-085 du Conseil d'administration d'Avignon Université en sa séance du 9 novembre 2021 relative au plafond d'heures équivalent TD par catégorie d'intervenant,
Vu l'avis favorable du Comité social d'administration d'Avignon Université en sa séance du 17 juin 2025,
Vu la délibération n°CFVU-2025-053 de la Commission de la formation et de la vie universitaire d'Avignon Université en sa séance du 19 juin 2025 relative à la suppression de la procédure de dérogation aux plafonds d'heures complémentaires recommandés,

Après en avoir délibéré,

Approuve la suppression de la procédure de dérogation aux plafonds d'heures complémentaires recommandés, telle qu'annexée à la présente délibération, sous réserve de modifier, suite à la demande de la CFVU, la phrase suivante : « *Dorénavant, l'ensemble des services réalisés et les heures complémentaires feront l'objet d'une validation globale par le président de l'université, sur la base d'un tableau récapitulatif transmis avant la mise en paiement des heures complémentaires (juillet/août)* » ainsi : « *Dorénavant, l'ensemble des services réalisés et les heures complémentaires feront l'objet d'un avis des directeurs de composante avant transmission au Président de l'Université pour validation globale, sur la base d'un tableau récapitulatif transmis avant la mise en paiement des heures complémentaires (juillet/août)* ».

Vote du Conseil d'administration : favorable à l'unanimité

Membres composant le conseil : 28
Membres présents (11) ou suppléés (5) : 16
Membres absents et non suppléés : 12

Affaire suivie par

Alain RICHAUD
Vice-président du Conseil
d'administration

Téléphone

+33 (0)4 90 16 28 09

Courriel

vice-president-ca@univ-avignon.fr

Le Président d'Avignon Université

Georges LINARÈS



Suppression de la procédure de dérogation aux plafonds d'heures complémentaires recommandés à partir de l'année 2024/2025

Par délibération en date du 9 novembre 2021, le Conseil d'Administration d'Avignon Université a validé l'instauration d'un plafond d'heures complémentaires préconisé (équivalent TD) par catégorie d'intervenant. Le tableau annexé à cette délibération précise les volumes horaires préconisés, assortis de la mention : « sauf dérogation du président de l'université pour les personnels d'Avignon Université ».

Jusqu'à présent, à chaque campagne de recensement des heures complémentaires des personnels permanents, les agents dépassant les seuils recommandés devaient impérativement remplir une demande de dérogation, soumise à la signature de leur structure d'affectation, de leur structure d'accueil, puis du président de l'université.

Depuis 2022, la mise en place du RIPEC pour les enseignants-chercheurs et l'instauration des équivalences horaires (EQS), d'abord pour les enseignants-chercheurs en 2022, puis pour les enseignants du second degré en 2023, ont profondément modifié l'organisation du service d'enseignement. Ces évolutions, en intégrant les EQS dans les obligations de service, ont mécaniquement généré une augmentation du volume d'heures complémentaires réalisées.

En deux années, le nombre de demandes de dérogation a ainsi doublé (cf. tableau ci-dessous) entraînant une lourdeur administrative croissante et un traitement individualisé chronophage, sans réelle plus-value décisionnelle.

	Nbre enseignants	Nbre demandes	Nbre d'heures
2021/2022	18	25	1111,25
2022/2023	51	78	3008,25
2023/2024	65	100	3603,38

Dans un objectif de simplification et de rationalisation des processus de gestion, il a été décidé de supprimer la procédure de dérogation au plafond d'heures complémentaires recommandé. Cette suppression est effective à partir de l'année 2024/2025. Dorénavant, l'ensemble des services réalisés et les heures complémentaires feront l'objet d'un avis des directeurs de composante avant transmission au Président de l'Université pour validation globale, sur la base d'un tableau récapitulatif transmis avant la mise en paiement des heures complémentaires (juillet/août).

Cette évolution vise à maintenir un haut niveau de contrôle tout en allégeant significativement la charge administrative, tant pour les personnels enseignants que pour les services gestionnaires.